

*B. No. 1.**Burundi*DECLARATION DU GOUVERNEMENT DU BURUNDI *en date oct 93**regarding in
Ballitgshap*

Comme le monde le sait déjà, dans la nuit du 20 au 21 Octobre 1993, des militaires tribaloterroristes ont renversé toutes les institutions démocratiquement mises en place au Burundi, à l'issue des élections libres et démocratiques de Juin 1993.

Depuis ce 21 Octobre 1993, ces putschistes viennent encore une fois de se moquer du peuple burundais en lui collant comme président le nommé NGEZE François, homme le plus HONNI par le peuple burundais pour s'être toujours illustré de par son passé obscur et peu louable et son comportement antidémocratique.

Nous avons aussi appris comme peut-être beaucoup d'autres que le tout premier président démocratiquement élu, son Excellence NDADAYE Melchior, le président de l'Assemblée Nationale M. KARIBWAMI Pontien, et d'autres membres du gouvernement auraient été déjà froidement exécutés.

Nous venons par ailleurs d'apprendre que ces putschistes tribaloterroristes ont commencé la chasse à l'homme, arrêtant des personnalités HUTU qu'ils conduisent à des lieux inconnus.

Pour nous cette tragique situation est claire. Il s'agit bel et bien des mêmes opérations de génocide perpétrées contre le peuple Burundais depuis les années 1965, 1969, 1972, 1988 et 1991. Le monde et le peuple Burundais a toujours assisté impuissant à ces massacres.

En cette fin du 20ème siècle, au moment où le monde entier s'est juré de préserver la vie humaine, les droits de l'Homme et la démocratie, acceptera-t-il encore une fois, ces agissements barbares et rétrogrades.

Nous lançons un vibrant appel :

- 1) au peuple burundais, pour qu'il résiste avec toute sa force à ce mouvement sanguinaire.
- 2) Au monde entier, en premier lieu les pays voisins du Burundi et les amis du Burundi et à tous ceux qui luttent pour les droits de l'Homme et la Démocratie, qu'ils se lèvent tous unanimement pour :

- désapprouver ces putschistes tribaloterroristes et leurs sbires,
- d'intervenir le plus rapidement possible pour protéger les vies humaines des membres du gouvernement et de leurs familles qui sont en core en vie, et de toute la population burundaise,

./... *[Signature]*

- de saisir le Conseil de sécurité des Nations Unies dans les plus brefs délais pour dépêcher au Burundi une force de dissuasion; afin

- . d'arrêter ces massacres,
- . et de rétablir dans leur droit les institutions mises en place démocratiquement.

QUE VIVE LA LUTTE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA DEMOCRATIE

Kigali, le 22 octobre 1993.

Docteur Jean MINANI,
Ministre de la Santé Publique,
Représentant du Gouvernement du Burundi à l'Etranger.

PS Nous venons d'apprendre à cette heure-ci à 11H00 que le Génocide a déjà commencé partout dans le pays et plus particulièrement dans tout le nord du pays où des militaires arrivent sur des collines embarquent dans leurs camions toutes les familles TUTSI pour qu'ils les extraient soit disant de la colère des Hutu, puis reviennent et massacrent à l'aise des populations HUTU restées sur la place. La situation devient de plus en plus chaotique et presage un véritable carnage.